

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

JUGEMENT
COMMERCIAL N°24
Du 14/02/2017

CONTRADICTOIRE

**Madame NIGNON
REKIATOU**

C /

**Mr ABDOULKARIM
SALISSOU, Gérant
de la société
TRANSACTION**

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 14 FEVRIER
2017**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du Quatorze Février Deux mil Dix Sept, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur : **ZAKARIAOU SEIBOU DAOUDA, Président**; en présence de **YACOUBA DAN MARADI ET ARAOYE HYACINTHE, Membres**; avec l'assistance de **Madame BEIDOU AWA BOUBACAR, Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

Mme NIGNON REKIATOU YERGA, ménagère, domiciliée à Niamey, cité SONUCI, se défendant personnellement ;

DEMANDERESSE ;

D'UNE PART ;

ET

Mr ABDOUKARIM SALISSOU, gérant de la société TRANSACTION, dont le siège social est à Niamey, se défendant personnellement ;

DEFENDEUR ;
D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Attendu que par exploit de Maitre MOROU MAMOUDOU, Huissier de Justice à Niamey en date du 16 décembre 2016, Mme NIGNON REKIATOU YERGA, ménagère, domiciliée à Niamey, cité SONUCI, se défendant personnellement , a attiré Mr ABDOUKARIM SALISSOU, gérant de la société TRANSACTION, dont le siège social est à Niamey, se défendant personnellement, devant le tribunal de Céans de Niamey à l'effet de ;

- *S'entendre condamner à lui payer la somme de 1.068.000 F CFA correspondant à la valeur des bagages non livrés ;*
- *Ordonner l'exécution provisoire du jugement sur minute et avant enregistrement ;*
- *Le condamner aux dépens ;*

EXPOSE DU LITIGE :
FAITS ET PROCEDURE :

Il résulte des pièces du dossier que TRANSACTION est une société de transport de marchandises avec pour Gérant Monsieur ABDOULKARIM SALISSOU dont le siège social est à Niamey avec des représentations à l'extérieur du Niger notamment à Lomé (Togo) et de ce fait, s'adonne également au transport de bagages dans le cadre des déménagements ;

C'est dans ce cadre que le 22/08/2014, Madame NIGNON RAKIATOU dont les effets devaient être transportés de Lomé à Niamey prenait attache avec cette société moyennant la somme totale de 1.400.000 F CFA ;

Un inventaire a été fait au préalable lors de leur remise au transporteur à Lomé et sur la facture N°0000172 il est indiqué qu'il y avait 6 matelas, un salon complet, un frigo, une armoire, une table à manger, des chaises en bois, des chaises en plastics, des valises..., déménagement complet ;

Le jour où les effets devraient parvenir à Madame NIGNON, certains des biens manquaient parmi lesquels des effets non mentionnés sur la facture sus-indiquée qui sert en même temps de document d'inventaire ;

Ainsi Madame NIGNON saisit le tribunal de Céans pour voir le Gérant de la Société TRANSACTION condamné à lui rembourser la somme de 1.068.000 F CFA représentant le montant total du prix d'achat des effets manquants ;

Conformément à l'article 39 de la loi 2015-08 du 10 avril 2015, le dossier a été enrôlé le 28/12/2016 pour la tentative obligatoire de conciliation;

A cette date la tentative de conciliation ayant échoué et le dossier étant en état de recevoir jugement, en application des dispositions des articles 39,40 et 41 de ladite loi, les

parties et la cause ont été renvoyées devant le Tribunal en son audience publique des plaidoiries du 03/01/2017 ;

Advenue cette date, le défendeur n'ayant pas comparu faute d'avoir reçu la convocation, l'affaire a été renvoyée au 10/01/2017, puis au 24/01/2017 pour les mêmes motifs où l'affaire a été plaidée et mise en délibéré pour le 07/02/2017 ;

Les parties étant toujours en pourparlers, car selon le défendeur, les effets manquants étant en cours de route pour Niamey, il a été demandé de proroger le délibéré au 14/02/2017 à l'effet de vérifier l'information ;

Entre temps, les bagages sont arrivés et récupérés par Mme NIGNON à l'exception du poste téléviseur, des lampes et le pot de fleur qu'elle a refusé de prendre ;

Sur ce, un transport a été effectué par les juges consulaires rattachés à la 2^{ème} Chambre en charge du dossier le même jour, avec rendez-vous donné aux parties de se présenter sur les lieux où il a été constaté suivant procès-verbal que l'état du poste téléviseur est intact et en état de marche sauf quelques vises du support qui manquaient, l'une des lampes est abimées et la deuxième manque d'ampoule, sa toile n'y était pas et le support en bois a eu des chocs ;

PRETENSIONS ET MOYENS DES PARTIES :

Pour justifier son action, Madame NIGNON REKIATOU explique qu'elle avait confié les effets en question à la Société TRANSACTION dont le Gérant est ABDOULKARIM SALISSOU le 22/08/2014 en vue de les transporter de Lomé à Niamey et que celui-ci, à travers son représentant à Lomé a promis de les livrer dans un délai de deux semaines ;

Malheureusement, poursuit-elle, elle a constaté que le 05 octobre 2014, jour de leur arrivée à Niamey, certains effets étaient manquants à la réception alors qu'elle a payé tous les frais de transport d'un montant de 1.400.000 F CFA ;

Elle précise que pour ces objets manquants, à chaque contact, ABDOULKARIM SALISSOU lui faisait comprendre qu'ils étaient en route ;

Elle a établi, dans son assignation, une liste de ces objets constitués de :

- *un poste téléviseur de marque LG d'une valeur de 600.000 F CFA ;*
- *deux lampes d'une valeur de 110.000 F CFA,*
- *un pot de fleur d'une valeur de 86.000 F CFA,*
- *un lit en bois d'une place d'une valeur de 50.000 F CFA,*
- *un matelas demi-place d'une valeur de 90.000 F CFA ;*
- *un matelas deux-places d'une valeur de 55.000 F CFA ;*
- *un sac de riz parfumé d'une valeur de 12.000 F CFA ;*
- *deux sommiers en bois de deux-places et trois-places d'une valeur de 50.000 F CFA ;*

C'est pourquoi, sollicite-t-elle du tribunal de condamner ABDOULKARIM SALISSOU à lui payer la somme de 1.068.000 F CFA représentant le prix total des objets non récupérés et formule, à l'audience, la demande additionnelle de 400.000 F CFA à titre de de surplus des frais de transport de ces biens comme indument perçu ;

Elle verse au dossier :

- *Une facture N°0000172 du 22/08/2014 ;*
- *Un reçu en date du 16/04/2012 portant téléviseur LCD LG 42" d'un montant de 600.000 F CFA ;*
- *Une facture en date du 20/06/2012 pour 2 plantes d'une valeur totale de 135.000 F CFA ;*
- *Une facture en date du 12/05/2012 pour 2 SWEET DREAM WOODEN LFOOR LAM 9052 d'une valeur unitaire de 55.000 F CFA ;*
- *Une facture en date du 19/05/2014 pour chambre enfant de 5 pièces d'une valeur de 1.000.000 F CFA ;*

Tout le long de la procédure, ABDOULKARIM SALISSOU s'est défendu personnellement et a expliqué que bien qu'étant Gérant de la Société TRANSACTION qui a son siège social à Niamey, ils avaient réparti les tâches sociales entre les associés et que les effets dont il est question ont été embarqués par le représentant de la société à Lomé ;

Il ajoute que comme la TRANSACTION était en faillite, la charge des effets de Madame NIGNON REKIATOU devait être supportée par le représentant à Lomé car de son côté, il a pris toutes les dispositions pour que le passif social pour

le cas de Niamey soit soldé, raison pour laquelle il ne pensait pas être associé à cette procédure ;

Sur ce ;

EN LA FORME :

Attendu que toutes les parties ont comparu durant la procédure,

Qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leur égard ;

Attendu que l'action de Madame NIGNON REKIATOU a été introduite conformément aux prescriptions de forme exigées par la loi ;

Qu'il convient dès lors de la recevoir ;

Attendu qu'en application de l'article 27 de la même loi, il convient de statuer en dernier ressort, le montant du litige étant inférieur à 100.000.000 F CFA ;

AU FOND

Attendu que Madame NIGNON REKIATOU, sollicite du tribunal de condamner ABDOULKARIM SALISSOU à lui payer la somme de 1.068.000 F CFA représentant le prix total des objets non récupérés et formule, à l'audience, la demande additionnelle de 400.000 F CFA à titre de de surplus des frais de transport de ces biens comme indument perçu;

Mais attendu que certains biens propriétés de Madame NIGNON REKIATOU, à l'exception du sac de riz et le tuyau d'arrosage, sont arrivés à destination et qu'elle les a récupérés ;

Que de tous, seuls le poste téléviseur de Marque LG écran 42", les deux lampes et le pot de fleur qu'elle considère comme en état inacceptable ont fait l'objet de désaccord avec la demanderesse ;

Attendu, cependant, que les constatations faites lors du transport du 07/02/2017 par les juges consulaires, fait ressortir que le poste téléviseur en question acheté le 16/02/2012 est bien intact et en état de marche sauf quelques vises du support qui manquaient ;

Que le pot de fleur et la deuxième lampe achetée le 12/05/2012 sont légèrement dégradés mais peuvent être utilisés;

Qu'il y a lieu en conséquence, d'ordonner à ABDOULKARI SALLISSOU restitution du poste téléviseur LG 42", le pot de fleur et l'une des lampe SWEET DREAM WOODEN LFOOR LAM 9052 à Madame NIGNON REKIATOU;

Attendu, par contre, qu'il a été constaté que l'une des lampes achetées le 12/05/2012 d'une valeur de à 52.250 F CFA est abimées et ne peut être réutilisée;

Attendu, par ailleurs, qu'il manquait du lot des effets parvenus le sac de riz de 12.000 F CFA et le tuyau d'arrosage ;

Qu'en conséquence de cause, il y a lieu de condamner ABDOULKARIM SALISSOU à rembourser à Madame NIGNON REKIATOU la somme de 150.000 F CFA au titre des biens manquants (le sac de riz de 12.000 F CFA et le tuyau d'arrosage), dégradés (l'une des lampes achetées le 12/05/2012 d'une valeur de à 52.250 F CFA) et autres frais de prise en charge ;

SUR LA DEMANDE ADDITIONNELLE DE MADAME NIGNON REKIATOU

Attendu que Madame NIGNON REKIATOU a, à l'audience publique, formulé la demande additionnelle de lui restituer la somme de 400.000 F CFA à titre de surplus des frais de transport de biens non parvenus comme, dans ce cas, indument perçue ;

Mais attendu que les objets pour lesquels ce montant a été versé sont parvenus à destination en dehors du sac de riz et le tuyau d'arrosage dont elle n'a même pas fait cas dans sa propre demande ;

Que dès lors il convient de rejeter cette demande comme non fondée ;

SUR L'EXECUTION PROVISOIRE

Attendu que l'affaire étant commerciale et la demande ne dépassant pas 100.000.000 F CFA, il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire de la décision ;

SUR LES DEPENS

Attendu qu'ABDOULKARIM SALISSOU ayant succombé doit être condamné aux dépens ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement contradictoirement à l'égard de toutes les parties, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme :

- Reçoit l'action de Madame NIGNON REKIATOU, introduite conformément à la loi ;

Au fond :

- Constate que le poste téléviseur de marque LG 42" est en bon état de marche ;
- Constate que le pot de fleur est légèrement dégradé mais pouvant être utilisé ;
- Ordonne à ABDOULKARIM SALISSOU leur restitution à Mme REKIATOU NIGNON ;
- Constate, par contre, l'absence du sac de riz et le tuyau d'arrosage ;
- Constate également la dégradation totale d'une lampe dite SWEET DREAM WOODEN LFOOR LAM 9052 ;
- En conséquence condamne ABDOULKARIM SALISSOU à payer à Madame NIGNON REKIATOU la somme de 150.000 F CFA au titre des biens manquants, la prise en charge des dégradations et autres frais de prise en charge ;
- Rejette la demande additionnelle en restitution de la somme de 200.000 F CFA formulée par Madame NIGNON REKIATOU ;
- Ordonne l'exécution de la présente décision ;
- Condamne ABDOLKARIM SALISSOU aux dépens ;
- Notifie aux parties qu'elles disposent d'un mois pour relever pourvoi de la présente décision à compter de sa notification devant Cour de

Cassation par dépôt de requête de pourvoi au greffe d tribunal de commerce de Niamey.

Ont signé le Président et le Greffier, les jours, mois et an que suivent.

Suivent les signatures